

Des employé·es de la RTS sortent du bois pour s'opposer à la diminution de la redevance

Manifeste contre l'initiative de l'UDC

SOPHIE DUPONT

Service public ► L'angoisse est montée d'un cran mercredi pour les travailleurs et travailleuses de la RTS. Le Conseil fédéral a annoncé que le peuple se prononcera le 8 mars sur l'initiative de l'UDC «200 francs ça suffit» pour une baisse de la redevance, qui pourrait complètement changer le paysage audiovisuel public. Certain·es employé·es de la RTS ont présenté ce jeudi devant la presse un manifeste pour dénoncer les coupes et appeler la population à rejeter l'initiative. Sous couvert d'anonymat. «C'est la première fois que les employés acceptent de s'exprimer publiquement. Face aux attaques massives, on estime n'avoir plus le choix, même si notre direction nous a rappelé de nous abstenir de nous engager dans la campagne», témoigne une journaliste, employée à Genève, entourée de trois collègues.

Le manifeste, approuvé en assemblée du personnel de la RTS, dénonce une initiative au titre trompeur. «Non, une redevance à 200 francs ne suffit pas. L'accepter reviendrait à démanteler le service public, attaquer son indépendance et l'empêcher de remplir sa mission», écrit le personnel. Assurer la pluralité et la représentation des régions, soutenir la culture et le sport, ainsi que participer à former l'opinion publique ne peut se faire avec un budget aussi réduit.

La Romandie et le Tessin en pâtiraient particulièrement, affirment les employé·es dans le manifeste. Dans le cas où l'initiative passe, 6000 postes pourraient passer à la trappe à la SSR (3000 postes directs et 3000 indirects). La RTS changerait complètement de visage. Avec quelles conséquences? «Il pourrait y avoir une centralisation à Zurich, avec peut-être un bureau pour l'information romande à Lausanne», relève Alexandre Madrigali, président de la section genevoise du Syndicat des médias (SSM).

Vagues de licenciements

Même en cas de refus de l'initiative le 8 mars, la SSR verra ses moyens diminuer. Si le non l'emporte, le Conseil fédéral a prévu une modification de l'ordonnance, pour baisser la re-



En cas de non à l'initiative, le Conseil fédéral a déjà annoncé que la redevance passerait de 335 à 300 francs. KEYSTONE

devance de 335 à 300 francs et exonérer certaines entreprises. «Des vagues de licenciements sont déjà prévues jusqu'en 2029», affirme Alexandre Madrigali. Les pertes d'emplois

s'élèveront à 300 postes. Les récentes économies ont déjà participé à un «climat de travail mortifère, une surcharge et des burnout», indiquent les représentant·es du personnel.

Les attaques contre le média public sont idéologiques et touchent le journalisme dans son ensemble, analysent les représentant·es du personnel. «Malgré tous les gages donnés

à la droite – à l'UDC mais pas seulement – pour montrer que la parité et le pluralisme sont respectés, on est régulièrement confrontés à un procès en gaufrage», constate un journa-

liste lausannois. Lorsque la RTS aborde les enjeux climatiques par exemple, elle reçoit des critiques selon lesquelles elle participerait à un agenda politique. «Ceci alors que nous ne faisons que rapporter des faits scientifiques», poursuit-il. Certaines attaques viennent également des rangs de la gauche, qui juge parfois la RTS trop à droite, «mais sans remettre en question le principe même du service public».

Intérêts privés

Sur le fond, les auteur·ices du manifeste dénoncent le risque d'ouvrir la voie à des intérêts privés en sabrant dans la redevance, avec le spectre d'une prolifération d'un journalisme fondé sur le fait divers et la polémique, plutôt que sur l'analyse et le débat. Parmi les représentant·es présent·es à la conférence de presse, l'inquiétude est palpable, ainsi qu'un certain découragement face aux coupes déjà annoncées. «La bataille n'est pas gagnée. Le service public est attaqué partout, la tendance est européenne», alerte Alexandre Madrigali.

Dans le cas où l'initiative passe, 6000 postes pourraient passer à la trappe à la SSR

COMMENTAIRE

L'enjeu de l'hégémonie culturelle

Le personnel de la RTS a donné de la voix ce jeudi pour combattre l'initiative lancée par l'UDC, l'Usam et les Jeunes Libéraux visant à faire passer la redevance de 335 francs par an à 200. Une intervention en violation des consignes internes du service public audiovisuel qui les obligent à une discréetion certaine.

Reste que cette fronde n'est sans doute pas perçue d'un œil aussi négatif que l'on pourrait imaginer par la direction de la RTS. Celle-ci sera, elle aussi, passablement muselée pour défendre ses presta-

tions, de par son statut de régie autonome. Or, la question est de taille. En cas de oui à l'initiative, c'est tout simplement l'avenir de la RTS qui est menacé. Les programmes seraient, selon toute vraisemblance, produits et gérés depuis Zurich. Et surtout, parce que les enjeux seront complexes à expliquer. Le combat est idéologique, d'abord. L'extrême droite est en croisade contre l'information comme bien commun. A la manière d'un Donald Trump, elle préfère les influenceurs et les médias à sa botte.

Et, au-delà de la bataille de l'hégémonie culturelle, de gros enjeux économiques vont obscurcir les débats. TX Group, le plus grand éditeur de Suisse, voit dans la SSR un concurrent pour les fenêtres publicitaires des chaînes françaises diffusées sur sol suisse. Lors de la bataille autour de l'initiative No Billag, ces intérêts avaient déjà pesé dans le contenu journalistique des médias de ce groupe. Un sérieux recul critique sera nécessaire pour ne pas se laisser enfumer.

PHILIPPE BACH

Interpellée, la RTS rappelle que l'acceptation de l'initiative impliquerait pour tous les services de la SSR une économie qui correspondrait à l'équivalent de deux fois le budget de la RTS, «ce à quoi aucune institution publique n'a jamais été confrontée à ce jour».

Concernant les prises de position des employé·es, la RTS affirme qu'ils et elles peuvent s'exprimer sur l'initiative, «que ce soit avec leur entourage ou sur leurs canaux privés» ou encore de manière réactive pour confirmer les lourdes conséquences de l'initiative pour la SSR. Les journalistes des émissions d'information sont quant eux et elles appelé·es à la retenue. I